

ECOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 -2016

Problématiques sécuritaires d'un Etat en voie de fragmentation : la Libye

LCL Léoutre Marc

Sous la direction de

Pascal Chaigneau

Professeur des universités

Introduction

« Mais je vais vous livrer ma préoccupation majeure, à ce moment même, alors qu'il y a pourtant tant de sujets d'inquiétudes et de vigilance. C'est la Libye ». Ainsi s'exprimait le Président de la République François Hollande lors du discours d'ouverture de la Conférence des Ambassadeurs le 28 août 2014 à Paris.

Dans un monde contemporain plus instable et ouvert que jamais, les Etats font face à une multiplicité de menaces, à l'hétérogénéité des acteurs, à de nouvelles dimensions géostratégiques et à la volonté de leurs peuples. Ainsi la Libye de Kadhafi, dictature unique et originale, a sombré dans une guerre civile en février 2011¹, peu de temps après le début des Printemps arabes. Depuis la chute du régime de Kadhafi qui a suivi, provoquée par l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sous mandat des Nations unies (ONU)², l'Etat libyen s'est effondré de manière flagrante. Pourtant la Libye postrévolutionnaire n'était pas destinée à échouer. Possédant notamment la plus grande réserve de pétrole d'Afrique et la neuvième plus importante du monde³, ce pays avait les atouts et le potentiel pour réussir la transition après des décennies de dictature, construire des institutions solides et remplir ses devoirs vis-à-vis de sa population.

Aujourd'hui, le pays, en voie de fragmentation, fait face à de nombreux défis et peine à se doter d'institutions légitimes. Son incapacité à assurer sa sécurité sur un territoire six fois plus grand que la France, à contrôler ses 4 500 kilomètres de frontières partagées avec six voisins (Algérie, Niger, Soudan, Egypte, Tchad et Tunisie) a favorisé l'implantation d'organisations criminelles et terroristes avec notamment le groupe autoproclamé de l'Etat islamique, DAECH. Face aux interventions militaires au Mali et au Levant, le centre de gravité du terrorisme se déplace du Sahel vers le vide sécuritaire qu'est la Libye. Ainsi le Chef d'Etat-major des Armées, le Général de corps d'armée Pierre de Villiers, estimait, dans son audition devant l'assemblée nationale le 25 novembre 2015 : « Daech s'est implanté en Libye de

¹ Le 15 février 2011, des émeutes éclatent à Benghazi et le 17 février, des manifestations de la « Journée de la colère » réclamant le départ du Colonel Kadhafi sont violemment réprimées.

² Opération « Protecteur unifié » de l'OTAN autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorisant le recours à la force pour protéger les civils, illustrant ainsi le principe de responsabilité de protéger.

³ US Energy Information Administration, *Libya analysis*, analysis Briefs, 2013.

manière solide [...]. Il y a donc maintenant quatre Libye : la Tripolitaine, la Cyrénaïque, le Fezzan et le *Daechland*.». De la même façon, les trafics illicites et les organisations criminelles prospèrent dans un terreau où se combinent un Etat central faible ou inefficace, l'incapacité à protéger les activités économiques légales et à réprimer les activités illégales, des intérêts locaux ou tribaux forts et une dispersion des zones de population.

En août 2014, le ministre des affaires étrangères libyen, M. Mohamed Abdel Aziz reconnaissait l'état du pays en admettant que « 70 % des paramètres actuels entraînaient la Libye vers un Etat failli plus que vers une reconstruction ».⁴ Au carrefour entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire, entre la Méditerranée et le Sahara, entre le Levant (Machrek) et le Couchant (Maghreb), la déliquescence de la Libye représente donc une menace très sérieuse pour la stabilité de la région et pourrait être, dans un avenir proche, un point de départ pour des attaques terroristes en Europe⁵. Ce qui fait dire ainsi au Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal : « Si nous ne faisons rien en Libye, il y aura un autre DAECH aux portes de l'Europe »⁶.

Un peu plus de 5 ans après le soulèvement contre Kadhafi, la Libye, pays récent mais société complexe, est au cœur des enjeux internationaux. Son effondrement se poursuit et inquiète alors que la communauté internationale concentre principalement ses efforts et ses moyens sur les théâtres irako-syriens. Il paraît donc intéressant d'étudier le cas libyen sous l'angle des interactions entre sa déliquescence et l'accroissement des menaces sécuritaires. De nombreuses études sur les Etats faillis au Proche et Moyen Orient portent sur les cas somalien, irakien ou syrien avec le développement du terrorisme. La Libye a été régulièrement étudiée sous l'angle d'Etat voyou ou terroriste du temps de Kadhafi.

Dans le contexte actuel, le cas libyen d'Etat en voie de fragmentation permet de poser la problématique suivante : Quelles corrélations existent entre la fragilisation de l'État libyen et l'amplification des activités des groupes criminels et terroristes ?

⁴ « Militias battle in Libyan Cities as New Parliament Convened », Radio publique nationale, 10 août 2014.

⁵ Les Américains ont annoncé, le vendredi 19 février 2016, avoir bombardé un camp d'entraînement de Daech en Libye. Un camp où se préparait, selon le Pentagone, un attentat hors du pays, visant peut être l'Europe.

⁶ Interview du Premier ministre algérien, Le monde, 20 novembre 2015.

L'objectif de cette étude est de démontrer que les activités criminelles et terroristes fragilisent la consolidation de l'État Libyen qui dérive vers un Etat failli représentant ainsi une menace grandissante et protéiforme pour notre sécurité.

Nous verrons tout d'abord que le concept d'Etat failli est récent dans les relations internationales et complexe à appréhender. L'exemple libyen sera traité par cette grille de lecture. Dans une deuxième partie, nous étudierons les connections entre les enjeux sécuritaires et l'effondrement de l'Etat libyen. Enfin nous analyserons la réponse internationale qui est nécessaire mais pas suffisante pour accompagner la restauration de l'Etat libyen.

1. Le concept d'Etat failli à travers l'exemple libyen

Le thème des Etats faillis est un sujet d'étude qui a émergé dans les années 1990 en raison de l'augmentation inquiétante du nombre d'Etats défailants et de la menace évolutive que représentent ces Etats pour la sécurité internationale.

1.1 Qu'est-ce qu'un Etat failli ?

Le terme d'Etat failli est la traduction littérale de *failed state*, concept anglo-saxon qui désigne un Etat frappé par une défaillance, une fragilité ou une faiblesse grave. Il peut prendre également le nom de *collapsed state*, *weak state* ou *fragile state*. Cette profusion de termes cache l'absence de définition ou d'accord internationaux sur ce qu'est un Etat failli. La définition universitaire la plus partagée apparaît comme celle proposée par le Crisis States Research Centre en 2006 : est considéré comme un Etat défailant un Etat incapable de remplir ses fonctions de base, notamment d'assurer la sécurité intérieure comme extérieure⁷. En France, en avril 2005, Michelle Alliot-Marie, ministre de la Défense, développait cette dimension sécuritaire, devant l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN), en définissant ces Etats comme ceux qui « refusent les règles, ou s'avèrent incapables de les faire respecter », « parce qu'ils ne peuvent maintenir l'autorité et l'ordre, [ils] sont à la source de troubles politiques, humanitaires, économiques [qui] peuvent rapidement s'exporter dans les pays voisins ou chez nous. Ils peuvent menacer notre sécurité et celle de nos ressortissants. Ils alimentent les trafics d'armes, de drogue, de personnes. Ils offrent des lieux de refuge aux réseaux terroristes. Ils incitent au développement d'une immigration incontrôlée[...] ». De son côté, Jean-Bernard Véron, responsable de la cellule de prévention des crises et de sortie de conflit à l'Agence Française de Développement, propose la définition suivante : « un Etat qui s'avère incapable d'exercer les missions qui sont les siennes, tant dans les domaines régaliens (contrôle du territoire, sécurité des biens et des personnes, exercice de la justice), que dans ceux de la délivrance

⁷ "We define a « failed state a state than can no longer perform its basic security, and development functions and that has no effective control over its territory and borders. A failed state is one that can no longer reproduce the conditions for its own existence", London School of Economics and Political Science/ Crisis States Research Centre, crisis states workshop, Londres, mars 2006.

des services économiques et sociaux à la population. », approfondissant ainsi la définition d'Etat fragile par l'OCDE⁸.

En l'état des recherches, un Etat failli présente ainsi les caractéristiques suivantes : il ne détient plus le monopole de la force en raison de l'existence de groupes non étatiques créés sur des bases régionales, tribales, ethniques ou religieuses ; il est incapable d'assurer la sécurité des frontières ; il subit, par ses faiblesses, des trafics de différentes formes ; il présente des vulnérabilités économiques, sociales et environnementales propices à l'effritement social et identitaire ; la « malgouvernance » est encouragée par la corruption qui produit des politiques inefficaces ; il est confronté à des influences voire des ingérences étrangères néfastes ; le terrorisme progresse profitant de ce terreau favorable pour recruter et bénéficier d'appuis logistiques et opérationnels.

Les Etats faillis se trouvent ainsi dans un état de grande instabilité et représente un défi sécuritaire à l'échelle régionale et internationale. Comme le souligne Serge Michailof⁹, les « Etats faillis exportent leurs faillites » en dehors de leurs frontières. Fort de ces paramètres et de cette étude théorique, il convient d'étudier comment la Libye s'est effondrée pour atteindre cette situation. En Août 2014, le ministre des affaires étrangères libyen, Mohamed Abdel Aziz, reconnaissait que « 70% des facteurs actuels sont davantage propices à un Etat failli qu'à un Etat en reconstruction ». ¹⁰

1.2 L'échec des Printemps arabes a conduit la Libye vers un Etat failli

L'effondrement de l'Etat libyen a sans doute été un des épisodes les plus marquants de la période dite du « Printemps arabe ». Cette période a suscité de grands espoirs mais apparaît de façon générale comme un échec. La chute rapide de la gouvernance autoritaire incarnée par Kadhafi a créé un vide qui n'a été que partiellement et imparfaitement comblé par deux types de légitimité. La première tire sa puissance des armes¹¹ ce qui permet de contester l'autorité étatique. Mais les rivalités grandissantes entre groupes armés, tribus et milices

⁸ « Un Etat est fragile lorsque les instances étatiques n'ont pas la volonté et/ou la capacité d'assumer des fonctions essentielles requises pour faire reculer la pauvreté et promouvoir le développement, et d'assurer la sécurité et le respect des droits de l'homme et de la population. ». CAD, Principes pour l'engagement dans les Etats fragiles et les situations précaires, Paris, OCDE, avril 2009.

⁹ Chercheur associé à l'IRIS et spécialiste des pays fragiles.

¹⁰ « Militias battle in Libyan Cities as New Parliament Convenes », National Public Radio, 10 août 2014.

¹¹ Un rapport de l'organisation non gouvernementale Internationale Action Network on Small Arms (IANSA) estime qu'en mai 2012, 125000 civils sont possession d'armes.

islamistes affaiblissent cette source de légitimité. La seconde est une légitimité artificielle provenant d'un pouvoir autoproclamé, inorganisé mais très rapidement soutenu par la communauté internationale¹². En effet, le Conseil National de Transition (CNT) est mis en place le 27 février 2011 à Benghazi pour représenter l'ensemble des villes libyennes, coordonner les combats et se présenter comme l'alternative politique. Malheureusement, le CNT n'a jamais réussi à convaincre et a affaibli durablement l'Etat libyen. Cette période longue de transition a certes débouché sur les élections législatives du 7 juillet 2012, 1^{er} scrutin libre depuis 1969, mais les résultats politiques¹³ n'ont jamais pu être consolidés et le renversement du Premier ministre libyen, Ali Zeidan, le 11 mars 2014, par le Congrès Général National (CGN) illustre cette instabilité politique.

L'étude de la période entre février et septembre 2014, montre l'aggravation de la situation politique et sécuritaire. L'Etat n'a plus l'initiative et subit des pertes militaires : dans le Nord-Ouest, les islamistes berbères et les factions révolutionnaires menés par les milices de Misratah ainsi que par leurs alliés régionaux ont déclenché des combats en juillet 2014 avec le lancement de l'opération Dawn. Ces combats ont transformé la capitale Tripoli en ville fantôme et ont partiellement détruit l'aéroport international. L'économie est fragilisée : dans le Golfe de Syrte et de Tobruk, l'embargo sur le pétrole, qui représente 95% des exportations et 75% des recettes du gouvernement, a coûté 40 milliards de dollars de perte. Ce blocus est mené par les tribus pro-autonomie de la province de la Cyrénaïque. Les groupes terroristes gagnent du terrain et administrent des villes ou des régions : dans le Nord-Est, l'organisation terroriste Ansar al-Charia¹⁴, a établi une présence forte à Syrte, Agedabia, Derna et Benghazi. Depuis la chute post-révolution du pouvoir central, les 4000 kilomètres de frontières terrestres et les 2000 kilomètres de frontières maritimes sont dangereusement poreuses : les Gardes-côtes italiens estiment qu'au premier semestre 2014, plus de 50000 migrants d'Afrique sont arrivés en Italie en partant de Libye.

L'impact des groupes islamistes sur les Printemps arabes a été un des sujets les plus débattus de ces révolutions mais force est de constater qu'en Libye, les islamistes ont pris

¹² La France a été le premier pays au monde à reconnaître le CNT dès le 10 Mars 2011.

¹³ Election du président du CGN Mohammed Youssef el-Magharief le 9 juillet 2012, transfert du pouvoir du CNT au CGN le 8 août 2012 et élection d'Ali Zeidan comme Premier ministre le 14 octobre 2012.

¹⁴ Organisation salafiste jihadiste créée en 2011 par Mohammed al-Zahawi et tué en le 24 janvier 2015 dans des combats à Benghazi.

une part active dans la révolution armée qui a conduit à la chute de Kadhafi et ont également participé à la phase de transition et du processus électoral. Mais ils deviennent une partie du problème de la guerre civile qui est en cours en Libye.

Ainsi les événements libyens de 2011 ont conduit à un émiettement du pouvoir, à un affaiblissement des structures étatiques déjà faibles avant la Révolution, à une désorganisation de l'économie et à un vide sécuritaire. Il s'agit d'étudier maintenant comment ce vide sécuritaire a progressé et ses liens avec la fragilisation de l'Etat libyen.

2. Connections entre fragilisation de la Libye et développement des problématiques sécuritaires

La Libye présente trois particularismes géographiques favorables au développement des problématiques sécuritaires. Tout d'abord, ce pays partage ses 4500 kilomètres de frontière avec six voisins : Algérie, Niger, Soudan, Egypte, Tchad et Tunisie. Ensuite, Son territoire est trois fois grand comme la France et enfin, la Libye est à la croisée des « pistes » entre la Méditerranée et le Sahara et entre l'Orient arabe et le Maghreb.

2.1 La Libye, hub du terrorisme

Le chaos sécuritaire en Libye est une opportunité et un refuge idéal pour les terroristes. Tout d'abord, le jeu des quelques 300 milices et brigades révolutionnaires est trouble, diffus et dangereux. En effet, la présence de mouvements islamistes armés lors de la Révolution a permis l'implantation de groupes terroristes dans certaines régions notamment à travers le Groupe Islamique Combattant Libyen (GICL)¹⁵. Or ces milices n'ont pas toutes prêtes allégeance au pouvoir central, en particulier à l'Est du pays, en Cyrénaïque avec par exemple la quasi-totale liberté d'action de la brigade Ansar al Charia.

Ensuite les autorités libyennes ne parviennent pas à assurer la sécurité dans un contexte d'attentats et de violence prégnante. La prolifération d'armes provenant des anciens arsenaux et la culture tribale dans le pays favorisent la dégradation de ce contexte. Ainsi par exemple, le couloir reliant Benghazi à Tobrouk en passant par la ville de Derna est considéré comme une des zones au monde les plus peuplées de terroristes. De même la région du

¹⁵ Listé par les Etats-Unis et le Royaume-Uni comme une organisation terroriste.

Fezzan, dans le Sud libyen, entre les villes d'Oubari, Sebha et Moursouk constitue un vide sécuritaire et donc une zone favorable aux terroristes pour se créer des bases arrières.

Enfin, la situation libyenne est un terreau fertile à l'implantation et à la croissance des groupes terroristes. Même s'il faut noter que les élections ont porté des factions tribales traditionnelles au détriment de groupes radicalisés, la tendance tend à s'inverser et la radicalisation islamiste progresse. Pour Martin Kobler, envoyé spécial de l'ONU en Libye, la région de Syrte compterait plus de 2000 combattants qui s'enfonceraient vers le Sud à la limite du Niger et du Tchad. La Libye pourrait jouer le rôle de plaque tournante entre la crise syrienne et également la crise malienne. Dans son dernier rapport annuel remis au Conseil de sécurité de l'ONU, les contrôleurs estiment que la Libye attire davantage de combattants étrangers qui arrivent principalement via le Soudan, la Tunisie, et la Turquie.

Face à l'intensité des opérations menées par la coalition internationale en Syrie et en Irak, l'Etat islamique cherche une zone de repli mais aussi une nouvelle zone d'implantation dans le cadre de sa stratégie territoriale. L'organisation terroriste renforce ainsi son assise et ses projets pour toute l'Afrique de Nord. DAESH attire un nombre croissant de combattants étrangers venant de la sous-région. Un état failli permettrait à DAESH de se constituer un véritable sanctuaire.

2.2 La contrebande criminelle

La phase de transition libyenne comprend 3 paramètres importants à prendre en compte dans la compréhension des activités criminelles. Premièrement, la révolution en Libye ne vient pas d'un mouvement politique consolidé mais de la volonté du peuple et la chute de Kadhafi a provoqué une fragmentation d'acteurs. Tous ces acteurs locaux exercent une véritable autorité dans leurs régions et cherchent à combiner pouvoir politique et moyens militaires. Ils sont donc à la recherche de financements. Deuxièmement, l'héritage d'un système étatique faible¹⁶ conduit à une transition mal gérée et le peuple n'a pas confiance dans le pouvoir central pour lutter contre les trafics organisés. Troisièmement, la combinaison d'absence de sanctions et la politique de considération du trafic comme

¹⁶ Le livre vert de Kadhafi décrit la *Jamahiriya*, modèle de pouvoir prôné par le leader libyen comme un pouvoir central fort et arbitraire mais sans institutions.

récompense économique génèrent dans la population le sentiment que les activités criminelles sont une sorte d'héritage légitime à préserver.

Pour autant, les organisations criminelles et les trafics illégaux mettent en danger la phase de transition, à une période où la consolidation des institutions est essentielle. Cette économie parallèle et illicite repose sur 4 marchés interconnectés que sont les armes, les drogues, les migrants et la contrebande de marchandises. Compte tenu de leur localisation stratégique, de leur concentration de population, de leurs infrastructures de transport, les villes côtières font l'objet d'âpres combats entre groupes armés pour avoir la mainmise sur les différents trafics.

Le trafic d'armes est le pivot de l'économie illicite en Libye. Les mouvements principaux partent du Nord-Ouest, Benghazi et Tripoli, en direction du Sud-Est. La prolifération d'armes a bouleversé le paysage de tous les autres marchés illicites avec notamment un marché qui s'est ouvert pour assurer la protection et la sécurisation des activités illicites. Cela a été rendu possible par l'absence de contrôle étatique et d'institutions de sécurité. Il est très difficile d'estimer le nombre d'armes en circulation mais leur origine est connue : ces armes proviennent des vastes stocks accumulés pendant les quarante années du règne de Kadhafi. A ces stocks se rajoutent les armes disséminées provenant des largages organisés par la coalition occidentale pour soutenir la rébellion. Les différents groupes armés ont donc à leur disposition une puissance de feu que les armées régulières ne pourront au mieux qu'égaliser.

Le Sahel reste un vaste espace de transit pour le trafic de cannabis¹⁷ et de nouvelles routes d'acheminement sont « créées » avec une route saharo-sahélienne qui monte en puissance, partant du Nord Maroc vers le Nord de la Mauritanie, bifurquant vers le Nord du Mali, continuant vers le Nord Niger puis remontant vers la Libye (Tripoli) pour se répandre dans toute l'Europe. Le trafic de cocaïne est un marché à forte croissance en Libye car la valeur de la cocaïne est telle que le trafic de drogues peut l'emporter sur les autres types traditionnels de trafics parmi les trafiquants professionnels. Le trafic d'êtres humains est de plus en plus connecté au trafic de drogues car certains immigrants cherchent à payer leur transport en dissimulant des petites quantités de drogue, principalement cocaïne et héroïne.

¹⁷ La production mondiale de résine de cannabis varie entre 2200 et 9900 tonnes par an dont près du quart est produit au Maroc qui reste le 1^{er} producteur mondial.

2.3 La crise des migrants

Ancrés dans l'histoire du pays, les mouvements migratoires se sont fortement accentués avec le conflit libyen. La Libye est devenue un pays de transit et constitue la nouvelle plaque tournante de l'émigration dans l'Afrique sub-saharienne. Les migrants, sans aucun cadre humanitaire ou juridique, deviennent la proie des milices locales.

Le nombre de migrants passant par la Libye a dépassé les 100 000 en 2014 et 2015 créant ainsi les premiers flots de réfugiés transitant par la mer pour l'Europe. Début 2016, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, estimait qu'environ 800 000 personnes attendaient en Libye de passer en Europe. Il avertissait : « il faut éviter que le trafic des migrants ne renforce DAECH par des ressources financières supplémentaires qui lui seraient allouées. »

Fin 2015, les réfugiés syriens avaient en partie abandonné la Libye et la route centrale pour une route méditerranéenne plus à l'Est. Ils ont été remplacés par des Africains de la bande sub-saharienne (Nigériens, Somaliens, Soudanais) montrant ainsi que la Libye s'ancre dans son rôle d'accès principal à l'Europe à cause de son instabilité, son anarchie et l'enracinement de passeurs et d'organisations criminelles. Cette origine africaine, principalement nigérienne, est due également à la présence renforcée de Boko Haram dans la région. Ces migrants ne sont pas des réfugiés dans le sens où ils ne fuient pas une persécution ou une discrimination ciblée mais tentent d'échapper à une situation sécuritaire violente. Or cette distinction apparaît comme déterminante à l'arrivée en Europe pour le traitement administratif et les conséquences d'accueil et d'asile de ces migrants.

2.4 Nouveau théâtre d'affrontement régional

Les brigades et milices actives en Libye s'impliquent fortement dans les trafics transfrontaliers, provoquant ainsi l'inquiétude des pays voisins qui craignent, au-delà du risque terroriste, une extension du conflit à l'ensemble de la sous-région. Dans une Libye fragmentée où l'Etat central est faible et les forces centrifuges puissantes, l'instabilité intérieure accroît les risques d'une escalade régionale. Les groupes terroristes profitent de cette faiblesse pour y renforcer leur présence avec Al Mourabitoune et Al Qaida au Magreb

Islamique (AQMI) au Sud, Ansar Al Charia¹⁸ au Nord ainsi que l'Etat islamique¹⁹ très présent à Derna et Syrte. Cette situation ouvre le territoire libyen aux interférences régionales. Ainsi les Emirats Arabes Unis (EAU) auraient menés des bombardements contre des milices islamistes depuis probablement des bases égyptiennes.

L'Algérie suit de près, avec son département du renseignement et de la sécurité (DRS), la situation sécuritaire. La stabilité de la région entre le Sahel et le Sahara est une condition essentielle de sa sécurité intérieure. Fin 2013, un accord de coopération est trouvé pour renforcer les contrôles aux frontières et définir une politique commune de lutte contre les différents trafics. Mais cet accord ne sera jamais appliqué en raison de la faiblesse du pouvoir central. L'objectif de l'Algérie est bien une stratégie de confinement et assure la fermeture de sa frontière suite à la dissidence.

Le Tchad est sensible à la problématique des Toubous et veut éviter à tout prix un risque de contagion de l'instabilité que représente le Sud libyen.

Le Niger demande une intervention internationale en Libye, considérant l'Etat central comme étant incapable de se transformer.

Malgré la mise en place officielle d'un gouvernement d'union nationale le 12 mars 2016, la Libye reste toujours sous le contrôle de deux gouvernements concurrents. Le gouvernement reconnu internationalement est à Tobrouk et tire sa légitimité des élections de la chambre des Représentants (CDR) de 2014. A Tripoli, le gouvernement est soutenu par une coalition à tendance islamiste proche des Frères musulmans, issue de la précédente législature, le Congrès général national (CGN). Ce paysage politique instable et précaire, couplé à la situation du pays, nécessite une assistance de la communauté internationale.

¹⁸ Qui a prêté allégeance à AQMI

¹⁹ En janvier 2015, l'EI revendique sa première action en Libye après l'attaque de l'hôtel Corinthia de Tripoli. En mars 2015, l'EI met en place des barrages pour contrôler les accès à Syrte. Les effectifs de l'EI se situeraient entre 3000 et 5000 combattants selon des sources onusiennes et américaines.

3. Nécessité d'une assistance internationale

3.1 Une réponse multidimensionnelle

Face aux enjeux d'un Etat aussi fragile, voire en cours de « somalisation », la communauté internationale paraît aujourd'hui largement impuissante malgré un certain nombre d'initiatives et de réponses.

Se pose également la question de la coordination des différentes démarches : démarche contreterroriste américaine, démarche onusienne, démarche européenne avec l'opération maritime EUNAVFORMED Sophia, et d'autres démarches, à connotation plus nationale.

A la demande du nouvel exécutif libyen, les grandes puissances et les pays voisins de la Libye souhaitent soutenir le réarmement du gouvernement d'union nationale à Tripoli et ainsi lever l'embargo sur les ventes d'arme à la Libye en vigueur depuis 2011. En revanche l'embargo sera maintenu pour les factions rivales au gouvernement.

3.2 Tentatives et les limites des solutions diplomatiques

Dans un pays divisé à plusieurs niveaux et marqué par l'importance des tribus, clans, régions et communautés urbaines, la réconciliation nationale est un véritable enjeu pour combattre DAESH. Pour autant, le processus de paix initié par l'ONU est fragile. L'accord du 17 décembre 2015 signé à Skhirat sous l'égide de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL) a pour objectif de réconcilier les 2 parlements rivaux dont les milices armées sont en opposition depuis 2014. Selon l'accord politique libyen, le Conseil présidentiel aurait dû effectivement être approuvé par le Parlement en février 2016 ce qui n'est toujours pas fait. L'objectif de cet accord est d'inciter les parties à travailler ensemble pour restaurer l'autorité d'un Etat unique. Plusieurs mesures sont inscrites dans cet accord. Tout d'abord, la création d'un Conseil présidentiel composé de 9 députés ayant rang de vice-Premier ministres ainsi que d'un Premier ministre. Ensuite la formation d'un gouvernement d'union nationale dans les 30 jours après la signature de l'accord. Enfin, la transformation des 2 parlements rivaux en une chambre des représentants et en un Conseil d'Etat.

La résolution 2259 du Conseil de sécurité des Nations unies entérine l'accord par un vote à l'unanimité et demande au futur gouvernement libyen « d'exercer un contrôle sur les armes présentes en Libye et les stocker en toute sécurité ». Le 31 mars 2016, le même Conseil a prorogé jusqu'au 31 juillet 2017 les autorisations données et les mesures de sanction visant à prévenir les exportations de pétrole illicites depuis la Libye, notamment par des organisations parallèles qui échappent à l'autorité du Gouvernement d'union nationale.

3.3 Vers un nouvel engagement militaire ?

Le débat d'une intervention militaire en Libye contre le groupe Etat islamique est particulièrement intense. Cette question est revenue en premier plan avec l'expansion du groupe terroriste en 2015 autour de Syrte, de ses offensives en direction des installations pétrolières de Ras Lanouf et d'El Sider et de l'attentat suicide à la voiture piégée à Zliten le 7 janvier 2016 revendiqué par l'EI. Le développement

Plusieurs questions se posent : qui va diriger la coalition et fournir le gros des troupes ? Faut-il des troupes au sol ? Quel est l'effet final recherché : défaire l'Etat islamique ou installer un gouvernement d'union nationale à Tripoli ? Comment cette intervention s'intègre dans la stratégie internationale contre l'Etat islamique ? Le risque d'une telle intervention serait de pousser les troupes de l'EI vers le Sud libyen et d'attirer davantage de candidats sur cette nouvelle terre de jihad.

Conclusion

L'instauration d'une démocratie est un processus long, difficile et dialectique. Après plus de 40 ans de dictature, la Libye, Etat récent, découvre dans la douleur ce processus. Avec la chute de Kadhafi, les Libyens rêvaient d'un développement de leur pays, Etat peu peuplé et riche en ressource naturelle, comparable à celui des Etats du Golfe persique, présentant certaines caractéristiques communes. L'intervention de 2011 a été un succès militaire²⁰ mais a participé, en outrepassant le mandat accordé par le Conseil de sécurité des Nations unies, au délitement de la Libye car la phase de transition n'a pas été pensée et accompagnée par la coalition. Le Président Obama reconnaît aujourd'hui que l'après Kadhafi n'a pas été suffisamment préparé notamment par les Européens considérés comme étant les plus proches de la Libye²¹. La Libye a ainsi échoué à évoluer vers une démocratie mais a surtout évolué vers un Etat failli. Aujourd'hui, la Libye est minée par une identité nationale faible, des rivalités ethniques, une hostilité historique des différentes zones régionales, et le manque de confiance dans l'autorité centrale. Cette situation de processus de désintégration représente un risque grave pour la stabilité et la sécurité de la région, en raison des trafics de tout ordre qui se sont multipliés, notamment le trafic d'armes, mais aussi le développement de la menace terroriste. Ce chaos libyen a des conséquences également sur d'autres enjeux internationaux : prolifération nucléaire, coopération entre la Russie, guerre civile en Syrie.

Parce que la Libye menace la stabilité régionale et notre propre sécurité, la communauté internationale ne peut rester indifférente. Pour stabiliser un Etat failli, il faut d'abord reconstruire son appareil régalien ainsi que les institutions et infrastructures nécessaires à sa sécurité et à la relance de son économie. Améliorer la sécurité, renforcer la légitimité de l'autorité centrale et élargir la stabilité politique doivent être les objectifs communs du gouvernement libyen et de la communauté internationale. Devant ces défis, l'Union européenne a un rôle majeur à jouer car elle se trouve en première ligne pour se protéger de cette périlleuse escalade qui attire une partie de sa jeune population de confession

²⁰ Le représentant permanent américain à l'OTAN, Ivo Daalder, et le commandant suprême des forces alliées en Europe, James Stavridis, écrivaient en 2012 : « NATO's operation in Libya has rightly been hailed as a model intervention. »

²¹ Interview du Président Obama par Jeffrey Goldberg, revue *The Atlantic*, numéro d'avril 2016.

musulmane. L'Europe doit repenser sa relation à cette sous-région avec lucidité mais ambition. Lucidité car sa politique de voisinage a échoué et n'a pas pu permettre de détecter et d'accompagner l'aspiration des peuples dans les printemps arabes. Mais ambition car le modèle européen continue de faire rêver à condition que l'Europe en soit un acteur. L'UE ne doit pas se concentrer uniquement sur le volet sécuritaire. Elle doit faire preuve de solidarité et favoriser l'intégration politique et économique d'un espace méditerranéen que la fragmentation menace. Cette stratégie politique et sécuritaire portera ses fruits si elle est unifiée et coordonnée. Unifiée avec notamment la stratégie américaine et coordonnée avec les acteurs régionaux et avec l'autorité centrale unique libyenne qui doit voir le jour suite à l'accord de paix de Skhirat²². Les signaux annonciateurs d'une intervention militaire internationale s'amplifient et les bruits de botte se font entendre. La coopération américano-européenne est essentielle pour défaire DAECH et non pas seulement déplacer une nouvelle fois la menace. La Libye ne retrouvera la paix qu'avec un appui militaire fort intégré dans une approche globale. Des choix difficiles, longs et coûteux sont devant nous.

²² Accords de paix signés au Maroc le 17 décembre 2015 sous l'égide de l'ONU entre les représentants du Congrès général national et ceux de la chambre des représentants et qui prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Bibliographie

ABOU ASSI Jamil, *Libye : panorama des forces en présence*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, bulletin de documentation N°13, 2012.

AGHAZARM Christine, QUESADA Patrice, TISHLER Sarah, *Migrants caught in crisis : the IOM experience in Libya*, International Organization for Migration (IOM), 2012.

BENSAAD Ali (dir.), *La Libye. De la révolution au chaos*, Moyen Orient N°25, 2015.

BISSON Danielle, BISSON Jean, FONTAINE Jacques, *La Libye. A la découverte d'un pays*. Tome I. *Identité libyenne*, Ed L'Harmattan, 1999.

BURGAT François et LARONDE André, *La Libye, que sais-je ?*, PUF, Paris, 2003.

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Rapport de la délégation internationale d'experts, *Libye: un avenir incertain*, Paris, mai 2011.

CLAPPER James R., *Worldwide Threat Assessment of the US intelligence Community*, audition devant la commission des forces armées du Congrès américain, 9 février 2016.

DAGUZAN Jean François et MOISSERON Jean-Yves, *La Libye après Kadhafi : essai de prospective géopolitique du conflit libyen*, Hérodote N°142, 2011.

GAULME François, *Etats faillis, Etats fragiles : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale*, revue Politique étrangère 2011/1 (Printemps), p17-29.

GRACIET Catherine, *Sarkozy-Kadhafi histoire secrète d'une trahison*, Seuil, Paris, 2013.

HAIMZADEH Patrick, *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, 2011, Editions JC Lattès, 2011.

HAIMZADEH Patrick, *Libye, combien de divisions ?* In Alternatives internationales, n°65, décembre 2014.

LEMARCHAND René, *Non state politics in post-qadafi Libya*, Johns Hopkins University, 2013.

Al Qaeada in Libya: a profile, Library of Congress, 2012.

LUGAN Bernard, *Printemps arabes, histoire d'une tragique illusion*, 2013, Édition Bernard Lugan.

LUGAN Bernard, « *les Afriques embrasées* » in *Afrique, la guerre en carte*, les éditions de l'Afrique réelle, 2014.

LUGAN Bernard, *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*, Benard Lugan Editeur, UE, 2015.

MAAZAZ Ismaël, *Turbulences en Libye méridionale: une menace majeure pour le bassin sahélien*, Groupe de recherché et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), 7 août 2014.

MARINI Philippe, COLLIN Yvon, de MONTESQUIOU Aymeri, *rapport d'information du Senat au nom de la commission des finances sur L'Egypte, la Libye et la Tunisie un an après les « printemps arabes »*, N°636, 4 juillet 2012.

MARTINEZ Luis, *Libye : la conversion d'un Etat terroriste*. Critique internationale, Presses de sciences po, 2004.

OUGARTCHINSKA Roumiana et PRIORE Rosario, *Pour la peau de Kadhafi*, Fayard, Saint-Amand-Montrond, 2013.

REITZER Jean-Luc et SAUGUES Odile, *rapport d'information par la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale sur le Proche et le Moyen-Orient*, N°2666, 18 mars 2015.

ZOUBIR Yahia H. , *Libya in US foreign policy : from rogue state to good fellow ?*, revue Third World Quaterly, vol 23, N°1 (2002), p31-53.

Colloques :

La Libye, espérer quoi ? (19 avril 2016, Fondation Maison des sciences de l'homme).

Quel avenir pour la Libye ? (7 décembre 2011, Collège de défense de l'OTAN).